

Crise financière : est-ce vraiment terminé ?

*Par Pierre CLAUSS.
Enseignant-chercheur,
responsable de la filière
finance à l'Ensaï-Rennes.*

Nous avons assisté récemment à un nouvel emballement financier autour de la Grèce : Union Européenne et Fonds Monétaire International (FMI) à son chevet, remous intérieurs, Bourses inquiètes. L'accord européen de vendredi dernier ne veut pas dire la fin des difficultés au sein de la zone euro. Aujourd'hui, force est de constater que peu de choses ont été mises en place au niveau de la régulation financière mondiale. Les discours volontaristes semblent aussi moins audibles. Le cas de la Grèce est édifiant. Alors que les États européens ont été solidaires des banques, il y a moins de deux ans, avec un large consensus - à juste titre car permettant d'éviter une faillite du système - l'accord pour sauver un État au bord de la faillite, et donc une économie, des emplois, des liens sociaux, a été pour le moins laborieux. La possibilité de mise en place d'un Fonds Monétaire Européen n'est qu'une tentative de diversion : long à mettre en place tout d'abord, il ne peut faire oublier que le

FMI existe et a reçu près de 1 000 milliards de dollars octroyés par le G20 de Londres, il y a tout juste un an.

Pourquoi cela ? Une des raisons réside dans la nouveauté de la situation actuelle. En effet, si l'on a sauvé les banques, et cherché à fluidifier le système en y déversant beaucoup d'argent via les banques centrales, c'est qu'on a retenu la leçon de la crise de 1929. Pour ne pas avoir aidé l'économie en faillite, les années 30 ont créé misère et inégalités dont le monde ne s'est remis qu'après une terrible guerre.

Aujourd'hui, la nouveauté réside dans un endettement très préoccupant des États occidentaux. En effet, pour sauver le système financier et relancer l'économie, les États se sont fortement endettés : la dette privée des banques s'est transformée en dette publique. À cela, il faut ajouter aussi le vieillissement des populations occidentales qui va accroître le problème de l'endettement.

Une nouvelle crise des subprimes, avec non plus des ménages américains peu aisés à qui l'on a prêté démesurément, mais avec des États occidentaux est-elle à craindre ? Cette nouvelle crise, que l'on pourrait appeler crise des subprimes souverains, potentiellement

catastrophique mais évitable, serait inédite. L'inédit a souvent pour conséquence l'inaction. Ceci explique les tergiversations des politiques à définir un plan d'aide pour la Grèce. Il ne faut pas oublier que l'Argentine il y a moins de 10 ans a vécu cette situation et a fait faillite.

L'urgence est en grande partie dans l'abolition des zones de non-droit financier, à savoir les paradis fiscaux, qui sont contraires à l'équité économique et sociale, ainsi qu'à l'orthodoxie financière qui impose une information financière transparente. Or ces zones opaques sont toujours bien présentes.

Revenons à la Grèce et imaginons un investisseur grec qui fait de l'évasion fiscale vers un de ces paradis. S'il investit ensuite son argent, évadé, dans des obligations grecques, il joue contre son propre pays : plutôt que de payer des impôts qui profiteraient à son économie nationale, il perçoit un intérêt payé par cette dernière.

Supprimer ces paradis fiscaux est nécessaire pour diminuer l'endettement préoccupant des États. Il serait dommage d'appliquer ces enseignements... lors de la prochaine crise.